

Une interprétation marxienne de l'actuelle crise économique mondiale

Fabien Tarrit
OMI (EA 2065)
Université de Reims Champagne-Ardenne

Résumé

L'interprétation que nous proposons de l'émergence et du déroulement de la crise actuelle s'appuie sur l'analyse du capitalisme par Karl Marx, et en particulier sur la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Le capitalisme est envisagé comme un système instable, comme en témoignent la succession rapide de crises depuis les années 1980. La période de croissance relativement forte entre 2001 et 2006, qui semble faire figure d'exception, repose à la fois sur une hausse du taux d'exploitation et sur une hausse de la quantité de force de travail disponible, qui ont permis un relèvement du taux de profit. En outre, le caractère récurrent des crises tient à ce que solutions utilisées contre chacune d'entre elles porte les origines de la suivante et précisément, et la crise de 2001-2002 a également été amoindrie par une forte hausse des dépenses publiques et par un encouragement de l'endettement. Une conséquence majeure fut la constitution d'une bulle immobilière, dont l'éclatement fut l'élément déclencheur de la présente crise. Notre contribution mettra également l'accent sur le mode par lequel la crise immobilière s'est transformée en crise financière puis en crise économique, et sur les pratiques qui ont été mises en œuvre pour lui faire face (intervention massive de l'État, hausse du degré d'exploitation, repli national).

JEL : G01, N20, P17

La crise à laquelle est actuellement confrontée l'économie mondiale clôt une période de croissance économique relativement forte qui a succédé à une série de crises de plus en plus fréquentes. Les crises économiques se sont en effet multipliées depuis les années 1980, avec le krach de Wall Street en octobre 1987, la crise du système monétaire européen en 1993, la crise mexicaine en 1995, la débâcle russe ainsi que celle de nombreux États d'Asie du sud-est et d'Amérique latine en 1997-1998, l'éclatement de la bulle spéculative sur les nouvelles technologies en 2001-2002, la crise argentine en 2001, pour ne citer que les plus spectaculaires. Une crise économique de grande ampleur a ainsi éclaté depuis près d'un an, dont les secousses sont loin d'avoir toutes été ressenties, et dont l'issue est plus qu'incertaine. Il n'est donc pas nouveau que le capitalisme soit traversé par des crises, toutefois la présente crise contient un certain nombre de particularités, à la fois par sa nature et son ampleur qui la rendent singulière, notamment au regard de celles qui l'ont précédé depuis la fin des années 1970. L'actuelle crise, partie de la faillite de l'immobilier aux Etats-Unis, crée des déséquilibres croissants pour l'économie capitaliste mondiale ; elle s'inscrit dans un phénomène de décomposition du capitalisme. Le rapport entre la valeur des actifs financiers et la production de marchandises est passé de 109 % en 1980 à 316 % en 2005 (303 % dans la zone euro, qui a connu la croissance relative la plus forte, et 405 % aux Etats-Unis), si bien que les titres qui s'échangent sur les bourses correspondent de moins en moins à la valeur des marchandises produites. Le monde financier n'est pas centré sur les prêts à long terme mais sur les transactions à court terme, ce qui élève considérablement le risque, et donc les possibilités de s'enrichir rapidement. Le nombre de fonds spéculatifs (*hedge funds*), des organismes de gestion collective qui réalisent des profits rapides avec des paris très risqués sur les marchés, spéculant sur de futures fusions d'entreprises, sur les cours des devises, sur les prix des matières premières, sur les cours des actions, est passé de 610 en 1990 à 9 575 au premier semestre 2007. Des mesures telles que le contrôle des mouvements de capitaux, le rétablissement de seuils de crédit comme il en a existé de Roosevelt aux années 1980, des interventions des banques centrales sur les prix des actifs financiers et immobiliers... renvoient à un fordisme keynésien.

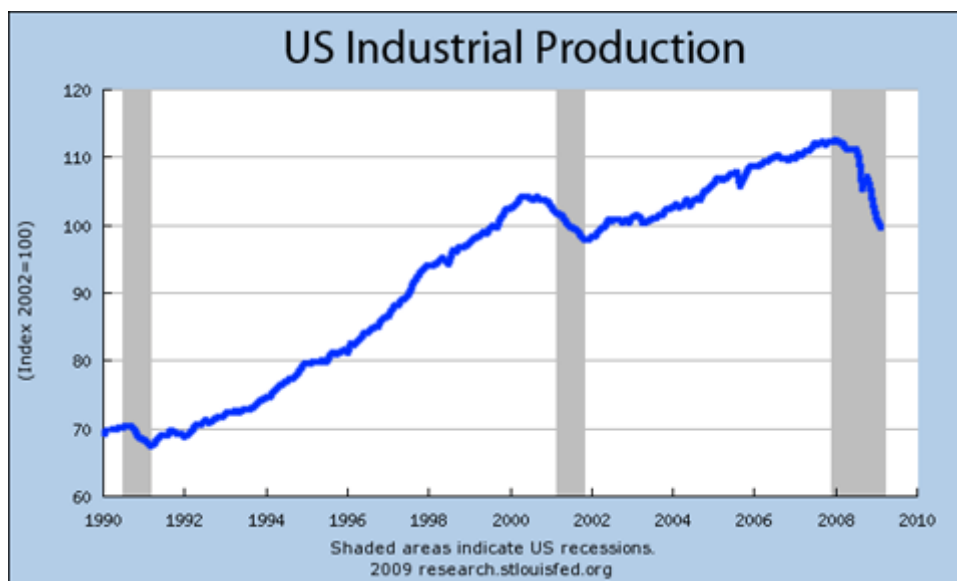
Il s'avère que le terme « capitalisme » n'est plus rejeté par les économistes orthodoxes et que, pour la première fois depuis le tournant des années 1980, symbolisé par la mise en œuvre de politiques fortement pro-capitalistes aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, le système économique est profondément touché. En effet, il s'avère que la crise actuelle relève des mécanismes logiques du capitalisme, tels qu'ils étaient notamment décrits par Marx : des mauvaises dettes, des paniques sur les marchés financiers, une réduction de la demande, une hausse du chômage. Le présent article vise à présenter cette crise comme une manifestation des contradictions fondamentales du capitalisme, en particulier par une expression violente de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Il montre également que les fondements conjoncturels de l'actuelle ont été paradoxalement renforcés par les composantes de la période de croissance relativement longue entre 2001 et 2006. Nous dresserons dans un premier temps les manifestations les plus visibles de la crise et tâcherons d'en mesurer l'ampleur (I), avant de nous pencher sur ses mécanismes structurels, la décrivant comme une expression particulière de la tendance à la baisse du taux de profit (II), puis nous décrirons les méthodes qui ont été utilisées pour faire face à la crise (III).

I. La crise la plus violente depuis 1929

L'actuelle crise économique qui a éclaté en 2008, et qui fut précédée par l'éclatement de la crise du marché immobilier américaine, était inattendue par les économistes orthodoxe, à la fois du point de sa survenance et de son ampleur. Nous allons donc dresser un constat quant à l'ampleur de cette crise (I.1) et esquisser une comparaison avec la crise de 1929 (I.2).

I.1. Un constat alarmant

L'économie mondiale traverse aujourd'hui la crise la plus violente depuis la Grande dépression des années 1930. Partie des États-Unis – il s'avère notamment que le niveau de la production industrielle dans ce pays est retombé au niveau qu'il avait atteint il y a une dizaine d'années –, elle a conduit à une crise économique mondiale avec un déclin de la production de richesses, c'est-à-dire une récession.



À l'échelle mondiale, la chute de la production est sans précédent depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. A la fin du premier trimestre 2009, la production avait chuté de 12 % sur un an en Europe, de 11 % aux États-Unis, de 15 % au Brésil, de 43 % à Taiwan. Les exportations allemandes chutaient de 20 %, les exportations japonaises de 46 %, les exportations américaines de 23 %.

En juillet 2009, le FMI prévoit une croissance mondiale négative, du jamais vu plusieurs dizaines d'années. La Banque mondiale craint une contraction de l'économie planétaire de 1 à 2 % cette année, ce qui constituerait une première depuis les années 1930, a déclaré son président Robert Zoellick. L'économie américaine devrait se contracter de 2,8% en 2009 tandis que le Fonds table sur un recul de 4,2% du PIB dans la zone euro, et de 3% en France.



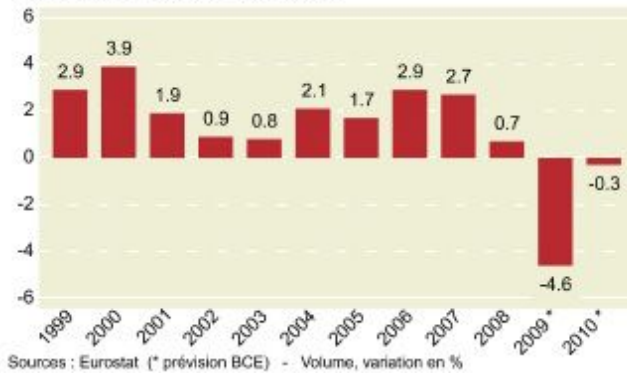
Régulièrement, les prévisions sont révisées à la baisse et la Réserve fédérale américaine envisage une contraction du produit intérieur brut pour l'économie américaine en 2009 et 2010. Pour cette année, la banque centrale anticipe une baisse comprise entre 2,0 % et 1,3 % alors que, en janvier, elle tablait sur une diminution du PIB comprise entre 1,3 % et 0,5 %. Il est extrêmement difficiles de dessiner des perspectives, même à court terme, d'autant plus que la particularité de cette crise tient à ce qu'elle n'est pas de la même nature que les crises précédentes, si bien qu'il est techniquement impossible de reproduire les modalités de sortie de crise lors des précédentes.

Toutes les composantes de la croissance économique sont touchées, et la contraction de l'activité européenne au premier trimestre 2009 traduit aussi bien un net recul des investissements (en baisse de 4,4 % sur un trimestre dans l'Union européenne) qu'une chute brutale des exportations (7,8 % dans l'Union européenne) et une détérioration de la consommation des ménages (1 % dans l'Union européenne).

En France, la production manufacturière chute de 17,8 % au premier trimestre, ce qui est inédit depuis la création de cette statistique en 1986, et les prévisions pour 2009 ont évalué une chute du PIB de l'ordre de 2 % dans un premier temps, puis de 3 %. Ce chiffre est toutefois moins défavorable que les chiffres britannique (4 %), italien (5,6 %) ou allemand (5,6 %). Il n'est pas aisé d'en conclure que l'économie française résiste mieux, seulement elle moins dépendante des exportations que l'Allemagne, et les dépenses de consommation sont restées stables.

En Allemagne, la récession pour le premier semestre a été de 4 %, ce qui est inédit, de telles statistiques n'étant apparues qu'en 1970. Il se trouve que l'Allemagne dépend largement de la demande extérieure, et pour cette raison elle est la plus affectée parmi les puissances de l'Union européenne. Les économies d'Europe de l'est payent un tribut extrêmement élevé la crise, comme en témoigne la chute de 11,2 % du PIB slovaque au cours du premier trimestre. Par ailleurs, la valeur du patrimoine financier mondial chute de plus de 50 000 milliards de dollars, ce qui correspond à un an de PIB mondial).

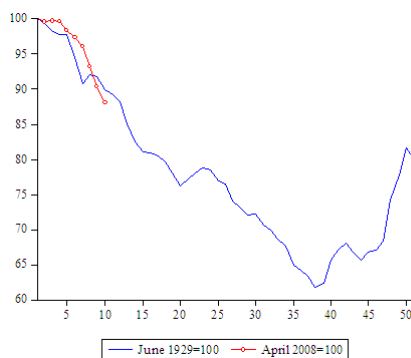
L'évolution du PIB de la zone euro



I.2. Une ampleur comparable à 1929

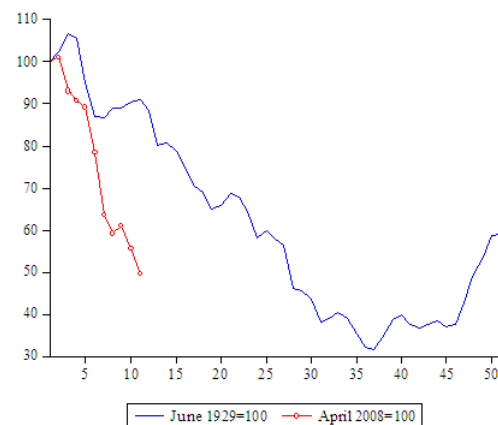
La comparaison avec la crise de 1929 est inévitable, et il se trouve que la rapidité avec laquelle l'économie s'est effondrée est sans précédent, d'une ampleur plus importante qu'en 1929. Dans les six mois qui ont suivi le krach de 1929, la production chutait de 5 %, ici elle a chuté de 12 % ; là le commerce chutait de 5 % également, ici il chute de 16 %.

Production industrielle mondiale



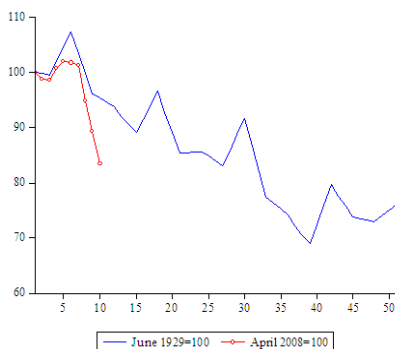
Source : Eichengreen and O'Rourke (2009)
« A Tale of Two Depressions »

Indices boursiers



Source : Global Financial Database.

Volume du commerce mondial



Source : League of Nations Monthly Bulletin of Statistics,

Aussi, la crise de 1929 a éclaté à un moment où les États-Unis exerçaient une domination hégémonique sur le monde capitaliste. Aujourd'hui la domination américaine est extrêmement fragile. Il apparaît que la présente crise est au moins aussi violente que 1929, et elle est d'une nature différente des crises depuis les années 1980.

II. Une crise au cœur du capitalisme

La crise, qui a éclaté au cœur même du capitalisme, ne peut absolument pas être considérée comme un choc exogène. Au contraire, elle inscrit dans la dynamique même du capitalisme. Son ampleur et sa radicalité renvoient aux conditions de la période de croissance de 2001 à 2006 (II.1). Ainsi, la bulle immobilière a fait écho à la crise des nouvelles technologies (II.2), la crise immobilière s'est développée en crise financière (II.3) puis en crise économique (II.4).

II.1. Un éclatement lié aux conditions de la période précédente de croissance

Friedrich Engels avait déjà fait le constat que les éléments utilisés contre la répétition des crises contiennent eux-mêmes les germes d'une crise encore plus violente dans le futur.

Il se trouve que la période en cours est marquée par une intensification des contradictions de l'économie mondiale. En témoigne, depuis une vingtaine d'années, une accélération des crises financières, d'une ampleur sans précédent depuis 1929 : un krach boursier faisant suite à la crise de la dette mexicaine en 1987, comparable à celui de 1929 ; une crise immobilière aux États-Unis, en Europe et au Japon en 1990 ; une crise du système monétaire européen en 1992-93, qui a abouti sur la création de l'euro ; une crise au Mexique en 1994-1995 ; une crise financière asiatique, russe puis internationale en 1997-1998 ; une crise brésilienne en 1999 ; une crise turque en 2000 ; une crise des nouvelles technologies et une crise argentine en 2001-2002.

Alors apparaît un paradoxe puisque, depuis 2002, c'est-à-dire tout au long de la période qui a suivi la crise des nouvelles technologies, la croissance économique mondiale est relativement importante sur tendance plus stable. De 2003 à 2006, elle était de 4,9 % par an, c'est-à-dire le rythme le plus élevé depuis le début des années 1970, et était accompagnée d'un faible taux d'inflation. Le FMI prévoyait un prolongement d'au moins deux ans. Pour 2006, elle a même été de 5,5 %.

Un paradoxe supplémentaire est que cette croissance économique relativement forte ne correspond pas à une hausse du bien-être des populations ; elle repose avant tout sur une exploitation accrue des travailleurs et sur un creusement sensible des inégalités de revenu, notamment dans la principale puissance économique mondiale : aux États-Unis, la fraction du centième la plus riche de la population détient plus d'un tiers des richesses (34,3 %), alors que les 20 % les plus pauvres n'ont que 0,2 % (Edward N. Wolff « Class Structure and Economic Inequality », Levy Economics Institute, *Economics Working Paper*, n°487, janvier 2007,). Le revenu médian a diminué de 7 % entre 2001 et 2004, pourtant une période d'expansion, ce qui témoigne d'un creusement très important des inégalités. En effet, entre 2001 et 2006, sept millions de personnes supplémentaires se sont vu priver d'assurance santé, le taux de pauvreté est passé de 11,3 % à 12,3 %, alors que le taux de profit des entreprises a atteint un sommet à 12,8 % (il n'a pas dépassé 8,3 % pendant la période de forte croissance d'après-guerre). Ainsi, le rapport capital-travail s'est sensiblement modifié en faveur du capital. Aux États-Unis la part des profits dans le PIB en 2005 a

atteint son niveau le plus élevé depuis 75 ans, principalement du fait de la diminution de la part du travail.

Entre 1980 et 2005, la part des revenus du travail dans la richesse nationale aux Etats-Unis a chuté de 64 à 60 %, en Europe de 73 à 63 %, au Japon de 70 à 59 %...alors qu'aux Etats-Unis la part des profits dans le PIB était en 2006 de 67 %, supérieure à la moyenne de la période ayant suivi 1970, elle n'est pas beaucoup plus élevée que dans les années 1950 et au début des années 1960. Tout au long des années 1970, nous avons observé une chute sensible de la profitabilité... La tendance à la hausse de la part du profit démarrée au milieu des années 1980 aux Etats-Unis, aussi cahoteuse fût-elle en raison de deux récessions, nous renvoie cinq décennies en arrière. L'actuelle crise aux Etats-Unis éclate dans ce contexte, et elle en est la résultante. La proportion du revenu disponible versé en remboursement de dette est passée de 14 % en 1980 à 19 % en 2007. Le chiffre pour 2007 atteint même 21 % au Royaume-Uni. Chaque année, les travailleurs américains dépensent 981 milliards de leurs salaires en remboursement de dette. (Goldman Sachs « The end of the global profit boom? », Global Economics Weekly, 16 janvier 2008).

A été rendu possible un enrichissement sans précédent des plus riches, accompagné d'un creusement des inégalités de revenu. Ainsi, en 2006, le centile le plus riche de la population des États-Unis détenait 22 % du revenu national brut, ce qui correspond au chiffre le plus élevé depuis 1929 – il était de 15,2 % en 1988.

Par ailleurs, le développement du capitalisme en Chine, en Inde, et dans les pays de l'ex-URSS a conduit à un doublement de la force de travail mondiale en une période relativement courte, et la conséquence mécanique fut à la fois une diminution de la composition organique du capital et une pression à la baisse sur les salaires et donc une hausse du taux d'exploitation, d'où un relèvement du taux de profit¹.

En outre, la croissance économique aux États-Unis repose également sur les dépenses militaires et sur le déficit budgétaire, notamment financé par des investisseurs chinois, à hauteur de 400 milliards de dollars (la dette américaine est détenue à 46 % par des capitaux étrangers, contre 31 % en 2001), et elle est favorisée par trois facteurs : la hausse de la productivité chinoise, la diminution des taux d'intérêt, la diminution des salaires réels voire nominaux (les salaires hebdomadaires ont diminué de 0,9 % aux Etats-Unis en 2007), qui parallèlement correspondent à trois phénomènes : l'apparition de l'inflation, surtout sur les marchandises de première nécessité, l'explosion de la bulle immobilière, le caractère non infini de l'exploitation (la plus-value augmente plus rapidement que le revenu national et, n'étant pas investie, on a une surabondance de capitaux financiers qui exigent des rendements de plus en plus importants, or, compte tenu des fondements physiques et sociaux de la valeur de la force de travail, le degré d'exploitation ne peut pas croître de manière infinie).

On voit ainsi apparaître les premiers signes d'une crise mondiale du capitalisme, et elle se manifeste en son cœur, les États-Unis. Le nombre de créations d'emplois a sensiblement ralenti, passant de 219 900 en 2005 à 82 200 en 2007 (de 2001 à 2007, l'industrie a perdu 1,8 million d'emplois), la dette des ménages s'élève à 133 % de leur revenu, la part de l'investissement dans le PIB (10,4 %) est la plus faible depuis les

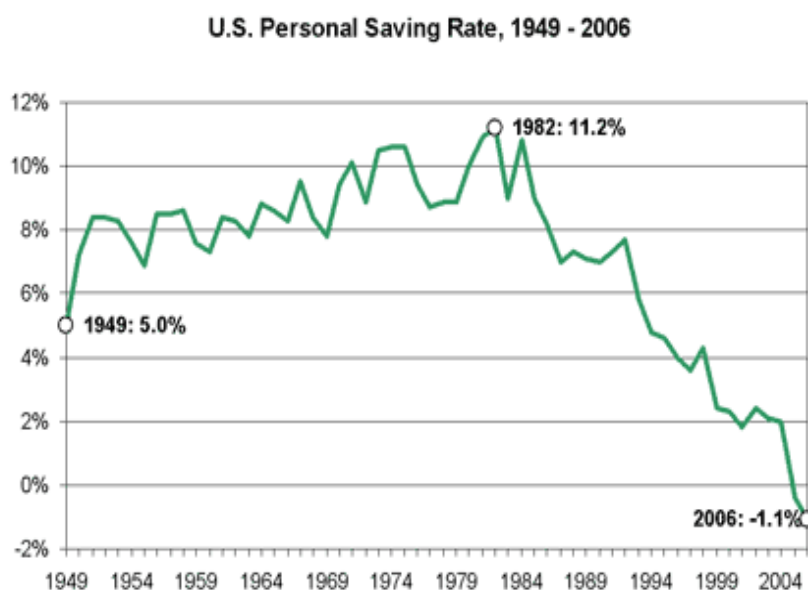
¹ Le taux de profit est le rapport entre la plus-value extraite et le capital investi (force de travail – capital variable – et capital constant).

années 1960, le déficit pour 2008 est anticipé à 219 milliards de dollars, contre 163 milliards en 2007...

II.2. L'éclatement de la bulle immobilière dans la continuité de la crise des nouvelles technologies

La crise de la nouvelle économie en 2001 a été précédée d'une bulle boursière d'une extraordinaire ampleur, le seul précédent comparable étant celui des années 1920. La spéculation aidant, un phénomène de suraccumulation et de surendettement est venu se greffer sur une montée rapide des profits. La crise boursière présageait un ralentissement économique important, l'éclatement de la bulle boursière entraînant une chute sévère de l'investissement des entreprises et une forte augmentation des licenciements. Comme on pouvait s'y attendre, la réaction ultérieure a été en proportion : l'éclatement de la bulle boursière a débouché sur une violente chute de l'investissement des entreprises (4,2 % en 2001 et 9,2 % en 2002), entraînant un affaissement des niveaux de l'activité et de l'emploi.

L'économie est entrée en récession en mars 2001, phénomène renforcé par les attentats du 11 septembre la même année. Pourtant, la récession ne s'est pas transformée en dépression, grâce au maintien de la consommation. Les ménages ont massivement diminué leur épargne à un plus bas historique, de manière à éviter une diminution de leur niveau de vie.



Source : Bureau of Economic Analysis

Surtout, l'État est massivement intervenu. D'abord, il a opéré des dépenses budgétaires massives, notamment aux États-Unis – il s'agissait en particulier des dépenses militaires ayant suivi les attentats de 2001 –, en passant d'un excédent de 239 milliards de dollars en 2000 à un déficit de 459 milliards pour 2008. Ensuite, la Réserve fédérale américaine a procédé à une forte diminution du taux d'intérêt directeur, ramené de 6 % à 1 % en moins de 6 mois – les taux d'intérêt réels devenaient alors négatifs –, ce qui a conduit à un endettement massif (le taux d'endettement a augmenté de 30 points), facilitant une crise de surendettement qui porte une lourde responsabilité dans l'éclatement de l'actuelle crise financière. Ainsi, l'endettement est encouragé, notamment dans l'immobilier, avec l'adoption de lois permettant d'accroître les capacités d'endettement, l'octroi de prêts, la non

imposition des intérêts sur les prêts hypothécaires... L'accès au crédit est facilité, en particulier le crédit hypothécaire, ce qui a conduit à la constitution d'une bulle immobilière, tout en luttant contre la bulle financière.

Pour devenir propriétaires de leur logement, les travailleurs durent s'endetter, faute de pouvoir avancer la somme nécessaire. Cela constitua une source de profit pour les banques, d'autant plus qu'elles modulaient leurs prêts en fonction de la confiance qu'elles accordent à leurs clients. Le portefeuille de prêts immobiliers est ventilé aux Etats-Unis en trois catégories : à risque élevé (*subprime*), à risque modéré (*non-prime*), sans risque (*prime*). Les *subprimes*, correspondant au niveau de solvabilité le plus bas, étaient déjà encouragées à l'époque de Reagan. Ils s'adressent à des familles à faible revenu qui ont eu souvent des retards, voire des défauts de paiement.

Des organismes de crédit immobilier accordent à des clients peu solvables des prêts à des taux élevés et variables (ils augmentent progressivement). Ces organismes vendent les titres de créance à d'autres agents qui les revendent dans des produits financiers sophistiqués qu'ils espèrent rentables. Cette opération repose sur l'hypothèse qu'il existera une offre continue de crédit, ce qui conduirait les prix à la hausse, sans besoin d'évaluer le risque de l'emprunteur, puisqu'il pourrait toujours revendre son bien. Une hausse des prix permet un remboursement plus facile, puisque le taux d'intérêt évolue mécaniquement en sens inverse des prix. Leur remboursement se fait souvent suivant la règle du 2-28 : deux ans de remboursements très faibles, puis 28 ans à pleine charge. En 2006, les crédits *subprimes* représentaient 600 milliards de dollars, soit environ 20 % du total des prêts immobiliers aux Etats-Unis. Cette pratique a fonctionné de 1994 à 2006 (entre 2001 et 2006 les prix de l'immobilier augmentaient de 10 à 20 % par an), accompagnée d'une bulle spéculative et d'une surévaluation des logements.

Au cours de cette période, les investissements dans les nouvelles constructions ont augmenté de 80 % aux Etats-Unis, entre 20 % et 40 % en Europe les prêts immobiliers accordés aux ménages augmentaient annuellement de 3,3 % en Allemagne, de 11 % aux États-Unis et jusqu'à 19,2 % en Italie, si bien que le taux d'endettement des ménages passait entre 2001 et 2006 de 31,1 % à 52,2 % en Italie, de 64,7 % à 75,3 % en France, de 99,7 % à 109,9 % en Allemagne, de 106,6 % à 155,5 % en Angleterre, de 107 % à 140 % aux Etats-Unis. En particulier, la part de l'emprunt hypothécaire dans le revenu des ménages américains a doublé entre 2000 et 2005. La conséquence immédiate de cet afflux d'argent fut une explosion des cours immobiliers. La hausse des prix immobiliers étaient largement excédentaire par rapport à la hausse de la production effective (source réelle de tout revenu) pouvant garantir le remboursement des hypothèques à long terme. Entre 2000 et 2005 aux États-Unis, le revenu après impôt a augmenté de 34,7 %, alors que les prix de l'immobilier ont augmenté de 102 %. C'est précisément en ce sens qu'on parle d'une bulle, dans la mesure où l'expansion du crédit est excessive par rapport à la quantité de valeur en circulation. Il se trouve que depuis plus de vingt ans, le taux d'épargne aux États-Unis a massivement diminué.

La bulle immobilière n'avait pas été reconnue comme telle, comme ce fut le cas pour beaucoup de bulles précédentes. Dans le cas présent, cela est compréhensible au sens où depuis 1929, les cours de l'immobilier aux États-Unis n'avaient jamais chuté, si bien que fut émise l'hypothèse selon laquelle les cours allaient continuer à augmenter, ce qui a conduit à prêter à des ménages peu solvables. Le problème est apparu lorsqu'un nombre significatif de foyers se trouvèrent dans l'incapacité de rembourser, ce qui eut lieu lorsque le prix de l'immobilier a chuté, provoquant une

hausse mécanique des taux d'intérêt, sachant que le montant des remboursements atteignait jusqu'à 70 % des revenus, que les salaires stagnaient... Ce fut le cas en 2005 : le marché de l'immobilier ne pouvant plus s'élargir davantage, nombre de logements n'ont plus trouvé acquéreur, ainsi les prix ont atteint leur plafond et ont commencé à diminuer.

Il est clair que la crise du secteur immobilier a déclenché la crise, mais elle n'en est pas la seule cause. Il se trouve que la monnaie qui affluait des paiements hypothécaires était intégrée dans tout un ensemble de produits dérivés – processus de titrisation – si bien qu'il était impossible, dans un même titre, de distinguer les « bons » et les « mauvais » crédits. Ce sont donc des vecteurs de spéculation, de parasitisme et de risque financier.

Trois tendances se sont conjuguées : D'une part, les salaires réels ont stagné ou diminué, dans la mesure où les luttes pour les salaires ont sensiblement diminué depuis 2001, notamment du fait de la répression accrue du fait des attentats du 11 septembre. D'autre part, les prix des terrains et des immeubles ont diminué. Les propriétaires sont contraints de conserver leur logement, donc ils s'appauvrissent, ou se font expulser, leur maison hypothéquée étant confisquée pour être vendue au compte de la banque ou de l'organisme de crédit. Enfin, les taux d'intérêt directeurs ont augmenté, jusqu'à 5,25 % mi-2006

Entre juillet 2006 et mai 2008, les prix de l'immobilier américain ont chuté de 18,4%, puis de 18,7 % en mars dernier. À ce rythme-là perte de richesse immobilière pour cette année aurait été équivalente au PIB de la Chine. Les défauts sur paiement ont atteint 10 % en avril, un record. En 2007, la vente de logements neufs a chuté de 40,7 %, avec une baisse de 10,4 % du prix. Les seules saisies immobilières des banques ont augmenté de 90 % au mois de janvier 2008. Il s'est avéré par la suite que 5,4 millions des 45 millions de prêts immobiliers américains étaient soit illégaux soit en procédure de saisie. Ainsi, le nombre total des saisies déclarées (qui incluent celles des banques mais aussi les ventes aux enchères) progresse de 57 % en janvier 2008 : 1,3 million de logements (1 % des foyers américains) ont été saisis en 2007, principalement entre juillet et décembre, soit une hausse de 79 % en un an.

Ne pouvant vendre leur bien immobilier, les ménages les plus vulnérables confient leur logement aux organismes de crédit, ce que permet la loi, si bien que les banques les plus fragiles se sont trouvées en difficulté. En cas de non paiement, les banques et les autres organismes de crédit saisissent les biens immobiliers pour les vendre aux enchères, ce qui pousse les prix à la baisse et nourrit les défauts de paiement. En outre, les établissements prêteurs ne récupèrent qu'une partie de ce qu'ils ont prêté. C'est ainsi que certains prêteurs ont fait faillite. Elles ont alors dû emprunter aux banques centrales, qui ont diminué le taux d'intérêt pour éviter l'aggravation et la diffusion des difficultés.

Aujourd'hui le marché des *subprimes* s'est effondré, plus de 3 000 milliards de dollars d'emprunts *subprimes* perdraient la moitié de leur valeur, et les profits des banques d'affaires américaines ont chuté de plus de 50 %. Des dizaines de banques, fonds d'investissement se sont impliqués dans le marché de l'immobilier (Deutsche Bank, Morgan Stanley, Merrill Lynch, Union des Banques Suisses, JP Morgan, BNP Paribas, Unicredit, Crédit Suisse, Goldman Sachs, Bank of America, Countrywide, Landesbank Sachsen, City Group, Bayerische Landesbank...), et une centaine de PME financières ont déposé leur bilan. UBS a perdu 18 milliards de dollars, Merrill Lynch 19, City Group 21... sans opérations frauduleuses. En quatorze jours en août 2007, ces

sociétés ont obtenu 324 milliards de dollars de crédit auprès des banques centrales – elles en ont remboursé une partie.

II.3. De l'éclatement de la bulle immobilière à la crise financière

Alors que le crédit était abondant, des investissements à haut risque et des rachats d'entreprises spéculatifs ont permis le gonflement de la bulle spéculative ces dernières années. Or le resserrement du crédit a déclenché une vague de faillites parmi les entreprises, les fonds spéculatifs, les fonds d'investissement et les principales banques commerciales et d'investissement. C'est ainsi que, phénomène rare, le marché immobilier évoluait dans le même sens que le marché financier.

Par ailleurs, il est extrêmement difficile pour les banques de savoir lesquelles sont exposées au risque. Parfois, les établissements eux-mêmes ne savent pas s'ils sont exposés, compte tenu de la complexité de certains montages financiers où une multitude d'acteurs sont impliqués. Par conséquent, les banques se méfient, notamment dès que certaines d'entre elles montrent des signes de faiblesse. C'est le cas lorsqu'en août 2007, plusieurs organismes de financements se déclarent en difficulté. Par conséquent, les banques refusèrent de se prêter mutuellement, du fait de cette opacité sur leurs activités, si bien que le système a manqué de liquidités et une crise de confiance prend la forme d'une crise de crédit.

Pour se procurer des liquidités, les banques sont contraintes de vendre leurs actions, ce qui entraîne une baisse rapide des cours et la crise du crédit se transmet aux bourses internationales. La conséquence immédiate fut un accroissement de la difficulté à emprunter pour les entreprises, les ménages et les gouvernements ce qui conduisit à une récession. La baisse des indices boursiers est envisagée ici comme un symptôme exprimant une crise du capitalisme.

Le système du crédit dont le centre est constitué par les banques centrales et les prêteurs et usuriers qui tournent autour représente une centralisation énorme et il confère à cette classe de parasites un pouvoir fabuleux, le pouvoir d'intervenir de la façon la plus dangereuse dans la production réelle... (Karl Marx, Le Capital, livre III, ch. 33)

Les *subprimes* sont plus un symptôme qu'une cause ; simplement ils ont été sous-estimés par les économistes orthodoxes. Du fait de la titrisation, ces prêts immobiliers étaient liés à d'autres prêts risqués qui étaient gérés par les banques. Elles ont dû les vendre à bas prix, les profits des banques et des assurances se sont effondrés, et la crise immobilière s'est transformée en crise bancaire, à deux titres : d'une part une crise de liquidité, car il est de plus en plus difficile pour les banques d'emprunter auprès d'autres banques sur les marchés interbancaires, pour des raisons de confiance, ce qui contraint les banques centrales à intervenir ; d'autre part, une crise de rentabilité, car les pertes liées à la crise immobilière grèvent les profits, et dans le pire des cas mènent à la faillite. L'appareil bancaire de la première puissance mondiale est atteint, certaines banques parmi les plus importantes sont menacées.

Contrairement au krach de 1987, concentré dans une industrie, contrairement à la crise asiatique de 1997-1998 restreinte aux pays les moins puissants, la présente crise atteint les marchés financiers en général, et elle est partie du centre capitaliste principal. Des signes se sont accumulés depuis plusieurs mois, particulièrement pendant l'été 2007, au cours duquel des prévisions pessimistes se sont succédé, notamment sur l'activité industrielle

L'administration a tenté d'enrayer le processus avec 140 milliards de dollars de « soutien à la consommation », avec principalement des baisses d'impôt. Mais cela n'a pas suffi, et le cœur de la crise s'est déplacé dans la finance américaine. Une manifestation a été la faillite de Lehmann Brothers le 15 septembre dernier, la « *plus grave crise financière depuis un siècle* » (Alan Greenspan, ancien président de la Réserve fédérale américaine, *Les Échos*, 16 septembre 2008).

La crise financière initiée dans le crédit immobilier s'est rapidement propagée dans le monde entier. En un an, le marché français de l'investissement immobilier d'entreprise a chuté de 54 % ; au 15 septembre, les dépréciations d'actifs des banques s'élèvent à 514 milliards de dollars, dont la moitié aux Etats-Unis. Au cours de l'été 2008, une dizaine de banques régionales américaines ont fait faillite. Un plan de 300 milliards de dollars fut alors engagé par Bush pour sauver le marché immobilier. 117 banques, un record, furent classées dans la « liste noire » du FDIC, un organisme fédéral de supervision des banques de dépôt aux Etats-Unis.

Si l'État américain est intervenu, c'est pour sauver le capital américain, mais aussi parce que son économie est largement financée par des capitaux étrangers (la Chine à hauteur de 395,9 milliards de dollars, le Japon pour 228,2 milliards, la Russie pour 75,3 milliards, la Corée du Sud pour 63 milliards, Taïwan pour 54,9 milliards...).

Le 15 septembre, Lehmann Brothers, 4^e banque d'affaires américaine², annonçait des pertes très importantes. Elle a vu ses cours chuter de 70 % au cours de la semaine du 8 septembre. La banque fut liquidée, placée en redressement judiciaire, ses actifs furent gelés, et sa faillite est prononcée.

Ces difficultés ont des répercussions sur d'autres établissements. Notamment, Washington Mutual, la première caisse d'épargne américaine et 4^e banque de dépôt américaine, a vu son cours chuter de 48 % en deux jours. En un an, les banques commerciales et institutions d'épargne ont vu leur revenu net chuter de 86,5 %, passant de 36,8 milliards de dollars à 5 milliards de dollars, le niveau le plus faible depuis 1991. 48 heures plus tard l'assureur américain AIG (2^e assureur mondial, 110 milliards de dollars de chiffre d'affaires), ayant assuré des produits liés au marché de l'immobilier pour plus de 500 milliards de dollars, voit le cours de son action chuter de 60 %. Elle risquait d'être également mise en faillite, jusqu'à la décision de la Fed de lui octroyer 85 milliards de dollars de prêt en échange d'une participation de 79,9 %, c'est-à-dire d'une nationalisation, la plus radicale intervention dans le secteur privé dans toute l'histoire de la banque centrale. À cette occasion, la Fed contourne ses propres règles puisqu'il n'est pas dans ses attributions de refinancer des assureurs. Toutefois, compte tenu de sa taille, une faillite d'AIG aurait entraîné des conséquences autrement plus graves que celle de Lehmann Brothers, abandonnée par l'État et les pertes du marché financier s'élèveraient à 180 milliards de dollars. Pourtant, le jour même, le cours perd de nouveau 35 % (97 % depuis le début de l'année).

Le 18 septembre 2008, la Fed injecte 50 milliards de dollars supplémentaires, et indique avoir, comme en mars lors du sauvetage de Bear Sterns, passé avec la Banque centrale européenne, la Banque nationale de Suisse, la Banque d'Angleterre, la

² Une banque d'affaires a quasiment pas de clients individuels, mais principalement d'autres banques, des entreprises... Il n'est pas aléatoire de noter qu'en 1999, le Congrès américain a fusionné le secteur des banques de dépôt et celui des banques d'affaires, ce qui a autorisé une banque comme Lehmann Brothers à prendre des risques démesurés.

Banque du Japon et la Banque du Canada des accords d'autorisation de prêts réciproques, en injectant jusqu'à 180 milliards de dollars pour endiguer la panique des marchés financiers internationaux.

II.4. De la crise financière à la crise économique : baisse de la production

En dépit de ces interventions massives, la production fut logiquement touchée par l'assèchement du crédit. Les perspectives de la Banque mondiale en juin prévoient une chute de 2,9% du PIB mondial, de 3% du PIB américain, de 6,8% du PIB japonais, de 4,5% du PIB de la zone euro, et une baisse de l'ordre de 10% des échanges mondiaux. La bulle financière qui a déclenché cette crise est partie d'une spéculation sur le marché immobilier, s'est diffusée dans le secteur des banques d'investissement, et elle a provoqué une immense destruction de capital à l'échelle mondiale, d'abord dans la finance puis dans l'industrie.

Cette crise est d'abord une crise d'accumulation du capital à l'échelle mondiale. Le risque est de connaître une dépression économique plus profonde et plus longue que celle des années 1930. Il s'agit d'une crise du capitalisme, et la survenance de cette crise a été accélérée par des politiques, mises en œuvre depuis les années 1980, ayant visé à faciliter la circulation du capital (phénomènes de déréglementation, de désintermédiation et de décloisonnement, dit des 3D) et à accroître la pression sur les salaires.

Les contradictions internes du capitalisme, sa tendance à centraliser et à concentrer le capital, ont renforcé une tendance historique à la suraccumulation (excès) de capital, qui correspond à l'incapacité de le valoriser et correspond également à une faiblesse relative de la valeur de la force de travail. Il apparaît que la valeur du capital détruit correspond à près de 45 % de la richesse mondiale.

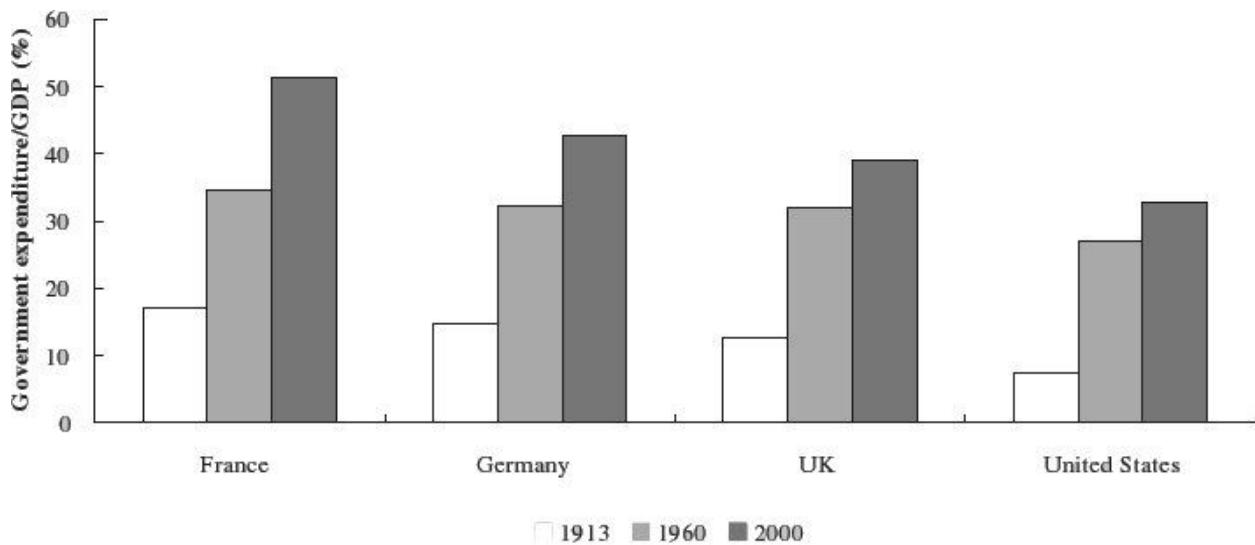
III. Les réponses apportées par les acteurs

Face au développement et à l'extension d'une crise économique mondiale, qui expriment une tendance à la baisse du taux de profit, plusieurs éléments ont été mis en œuvre pour en limiter l'ampleur. Il s'est agi d'une forte intervention publique (III.1) et de la conjonction entre une augmentation du degré d'exploitation des travailleurs et une diminution de la quantité de capital investi (III.2). Un autre effet de la crise est paradoxalement un repli national, accompagné d'une reconfiguration des rapports de force internationaux (III.2).

III.1. Une intervention publique massive

En 1997, Alan Greenspan, alors gouverneur de la Fed, expliquait la crise asiatique par le refus d'adopter les « méthodes du libre marché », ce qui signifiait que le degré de réglementation auquel étaient soumises les entreprises était trop élevé. Or, sur une tendance historique longue, les chiffres corroborent la « loi de l'activité croissante de l'Etat » aux dépens du secteur privé (loi d'Adolph Wagner). On assiste dans les pays les plus riches à une tendance très nette à l'accroissement de la part des dépenses des administrations publiques depuis 1913 :

Dépenses publiques en % du PIB en 1913, 1960 et 2000



Source: Commission services based on IMF and OECD data.

Tout en énonçant que les aides publiques à des secteurs non financiers « *sont inefficaces et injustes* », l'économiste en chef de l'OCDE, Klaus Schmidt-Hebbel, estime « [qu']il est essentiel pour les gouvernements de prendre le taureau par les cornes et de lancer des réformes structurelles significatives ». Paul Volcker, conseiller économique de Barack Obama, estimait que « *la priorité est de restaurer l'ordre et stabilité dans le marché et de rétablir la circulation du crédit* ».

On assiste aujourd'hui à un retrait par rapport à l'idéologie du « libre marché » et un retour à une régulation plus importante. Un consensus large s'est dégagé autour du principe selon lequel un effondrement du marché financier devait être évité. On se retrouve avec un capitalisme d'État, avec la reprise de Bear Stearns (5^e entreprise la plus importante de Wall Street), la nationalisation de fait de Fannie Mae et Freddie Mac (près de la moitié des hypothèques américaines, 75 % des prêts immobiliers), un capitalisme de même nature que celui des années 1930 avec le New Deal de Roosevelt et l'économie de guerre.

Les épisodes de Northern Rock, de Bear Stearns, et d'AIG, sont révélateurs de ce besoin d'État exprimé par les capitalistes. En février 2008, l'État britannique nationalise la banque Northern Rock en difficulté... il faut remonter à 1866 pour retrouver l'équivalent d'une telle opération. Quant à Bear Stearns, la 5^e banque d'investissement américaine rencontrant de graves problèmes de liquidité et dont la faillite aurait eu des conséquences sévères, la Fed a prêté 30 milliards de dollars à JPMorgan Chase pour racheter Bear Stearns le 19 mars pour seulement 278,5 millions de dollars, soit 2,32 dollars par action -le cours était de 50 dollars le 14 mars.

Ce n'est pas que l'on aime nationaliser Northern Rock ou sauver Bear Stearns, c'est qu'il faut donner le signal que les autorités sont prêtes à faire tout ce qui est nécessaire. (Gurria, secrétaire général de l'OCDE, AFP, 17 mars 2008)

Début mars 2009, AIG a de nouveau été financé par Washington, après avoir annoncé une perte nette de 61,7 milliards (un record) pour le 4^e trimestre 2008, ce qui correspond à près de 100 milliards sur l'ensemble de l'année (record historique absolu de l'histoire des entreprises). Marx parlait de l'abolition du mode de production capitaliste au sein même du mode de production capitaliste. Pour restaurer la confiance, le Trésor américain, via son secrétaire Henry Paulson, ont proposé un plan de sauvetage pour couvrir les pertes de Fannie et Freddie.

Il est extrêmement rare que la Fed intervienne en dehors des réunions de son Comité de politique monétaire – elle l'avait fait en 2001, six jours après les attentats du 11 septembre, pour baisser ses taux. Dans un premier temps, il s'est agi de ramener le calme sur les marchés financiers en fournissant toutes les liquidités nécessaires, pour tâcher de restaurer la capacité des banques à accorder des crédits, de manière à limiter le ralentissement de l'investissement et éviter une récession économique. Il s'avère que les moyens pour empêcher la propagation de la crise à toute l'économie, l'injection de liquidités et des taux peu élevés, ont également été employés face la crise d'Asie de l'est et ont conduit à la bulle des « actions technologiques »... L'administration Bush a demandé les pleins pouvoirs au Congrès américain pour racheter les créances douteuses des banques et des établissements financiers à hauteur de 700 milliards de dollars. Les interventions se sont multipliées, et les Etats de la zone euro, conjointement avec le Royaume-Uni, ont opéré une intervention auprès de leurs banques respectives pour garantir les prêts.

Il est amusant de voir que les capitalistes, qui rejettent fermement le droit à l'emploi, réclament partout aux gouvernements un soutien public. (Karl Marx, Lettre à Engels, 8 décembre 1857)

L'exemple de l'Islande est révélateur. C'est un petit pays riche, dont les banques avaient beaucoup emprunté à des banques de Grande-Bretagne et de Suède. Ces dernières ont demandé des remboursements, ce qui a eu pour effet la déroute des trois banques privées islandaises fin septembre – début octobre. Le gouvernement les a nationalisées, le FMI est prêt à accorder un prêt de 2 milliards de dollars ce qui n'empêchera pas son PIB de diminuer de l'ordre de 10 % pour 2009.

Des milliers de milliards ont ainsi été débloqués pour faire face à la crise : sauvetage du système financier, aides à certains secteurs productifs à commencer par l'automobile, relance de l'activité par des baisses d'impôts, programmes d'investissements et, plus rarement, mise en place de certains filets de protection sociale. L'endettement public n'a pas fini de s'accroître, car ce qui est coûteux pour les finances publiques dans une telle crise n'est pas tant le coût des sauvetages et des mesures de soutien à l'activité – aussi considérable soit-il - que la réduction des recettes fiscales qui découle du recul de l'activité économique.

Cet effondrement marque la fin des 3D et un retour à des politiques plus strictement keynésiennes, à des solutions de type New Deal. Le 18 juin 2009, le président américain annonçait un vaste ensemble de réformes des services financiers qui modifient les attributions de pouvoirs entre les différents régulateurs, créent de nouvelles instances et s'inscrit dans un souci de transparence et de protection des consommateurs. L'Union européenne vise également à se doter d'une supervision financière renforcée. Les trois futures autorités européennes chargées du contrôle des banques, des assurances et des marchés seront investies de pouvoirs contraignants, qui leur permettront si nécessaire de passer outre l'avis des régulateurs nationaux.

III.2. Une hausse de l'exploitation

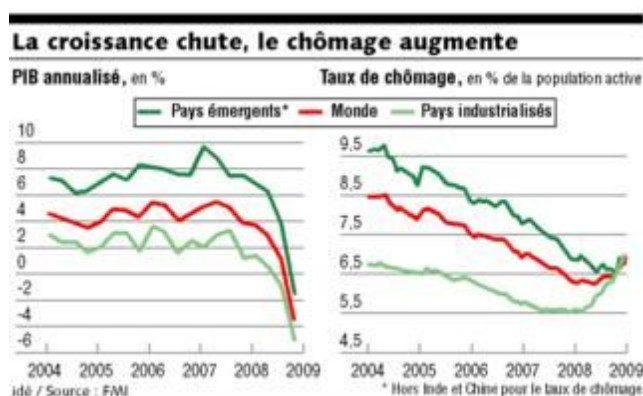
La partie la plus exposée des détenteurs du capital a largement souffert. Au cours du 1^{er} trimestre 2009, un nombre record de sociétés ont décidé de diminuer la rémunération des actionnaires, d'après une étude d'une agence de notation (Standard and Poor's). Le classement *Forbes*, qui dénombre le nombre de milliardaires dans le monde, a perdu beaucoup de ses représentants. Ils ne sont plus que 793 milliardaires dans le monde, contre 1.125 en 2008, et la valeur nette totale de leurs actifs ne

s'élevait plus qu'à 2.400 milliards de dollars contre 4.400 milliards de dollars en 2008.

Toutefois, pour sortir de la crise il faut pour les capitalistes rétablir les conditions de réalisation du profit de manière à ce que le taux de profit cesse de baisser, en accroissant le taux d'exploitation³ et/ou en diminuant le capital investi, que ce soit du capital variable ou du capital constant. Cela correspond à des diminutions de salaire (direct ou différé), à des licenciements, à des fermetures d'usines... L'OCDE propose d'alléger l'impôt sur les revenus du travail, en particulier sur les bas salaires, c'est-à-dire le salaire différé et, notamment pour la France, de continuer à limiter la hausse du salaire minimum, car son coût est jugé élevé par rapport au salaire médian ; dans tous les cas il s'agit de diminuer la valeur de la force de travail. Rétablir le taux de profit revient à restaurer la confiance des marchés financiers.

Aux États-Unis de nombreuses entreprises ont procédé à des baisses de salaires de 5 à 10 %. Au premier trimestre, le salaire annuel moyen a été réduit de 6,2 %, et le temps de travail hebdomadaire a atteint un plancher historique en mai dernier (33,1 heures), 9 millions de personnes étant en temps partiel contraint. Un phénomène similaire eut lieu au Japon à la fin des années 1990, il a été suivi d'une stagnation économique durable. Il est possible que de telles mesures aient commencé à porter leurs fruits, certains indicateurs, qu'il s'agisse de l'immobilier ou des exportations, ayant cessé de diminuer.

Il n'en reste pas moins que cela passe par un appauvrissement absolu de la population, à commencer par les catégories les plus défavorisée. Le nombre de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour augmenterait de 200 millions en 2009 par rapport à 2007. L'OIT remarque qu'en 2008, le chômage a augmenté de plus de 10 millions à l'échelle mondiale, la plus forte hausse depuis la crise financière asiatique en 1998, et il pourrait augmenter d'au moins 20 millions pour dépasser 200 millions en 2009, d'autant que parmi ces chômeurs, 80 % ne perçoivent pas d'allocation-chômage. Aux États-Unis en particulier, les chômeurs sont 13,7 millions, ce chiffre ayant connu la plus forte hausse depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Précisément, 6 millions de travailleurs ont perdu leur travail depuis le début de la crise. En juin 2009, près de 500 000 emplois ont été perdus. En l'occurrence les États-Unis ont perdu l'équivalent des emplois créés au cours des 9 dernières années.



³ Rapport entre la plus-value réalisée et le montant d'investissement en capital variable (force de travail).

Dans l'OCDE, qui comprend les principales puissances et quelques-uns de leurs alliés, sept millions de travailleurs ont perdu leur emploi en 2008. L'Espagne a perdu 766 000 emplois au premier trimestre 2009, pour atteindre un taux de chômage de 17,4 %. Le taux de chômage en Irlande est passé de 4,9 % début 2008 à 10 % début 2009. Dans l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne, 1,916 million d'emplois ont été perdus au premier trimestre 2009. En Russie, le nombre de chômeurs s'est accru de deux millions, en Corée du sud de 1,2 million. En Grande-Bretagne, 1,5 millions de personnes ont fait une demande d'allocations chômage en mars, ce qui correspond à une hausse de plus de 80 % comparé à l'an dernier. Aux États-Unis, 3,5 millions d'enfants de moins de 5 ans ne mangent pas à leur faim et plus de 12 millions d'enfants sont menacés de malnutrition.

Actuellement, la cause ultime d'une crise réelle se ramène toujours à l'opposition entre la misère, la limitation du pouvoir de consommer des masses, et la tendance de la production capitaliste à multiplier les forces productives, comme si celles-ci avaient pour seule limite l'étendue absolue de la consommation dont la société est capable. (Marx, Le Capital, livre III, ch. 30)

III.3. Un repli national et une reconfiguration des rapports de force

Par ailleurs, l'OMC a rapidement constaté un glissement significatif vers des mesures protectionnistes (hausse des droits de douane mais surtout des mesures non tarifaires comme les normes...) ; le FMI prédit une chute de 12 % du commerce mondial pour 2009, le déclin le plus important depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale.



Les investissements directs à l'étranger ont chuté l'an dernier de 15% à l'échelle mondiale, et il se pourrait que le déclin soit encore plus important en 2009. L'Union européenne se fissure : les dirigeants des Vingt-Sept, à commencer par l'Allemagne, ont notamment rejeté l'idée d'un plan global pour venir en aide aux pays d'Europe centrale et orientale, durement touchés par la crise. La ministre de l'Economie de la France, Christine Lagarde, a récemment remis en cause le pacte de stabilité, avec un appel à la Commission européenne pour que cette dernière applique avec encore plus de souplesse les règles du Pacte de stabilité, qui oblige notamment à maintenir le déficit public en dessous de 3 % du PIB et la dette en dessous de 60 %. Fin avril 2009, la Commission européenne a lancé des procédures pour déficit excessif contre la France, l'Espagne, l'Irlande et la Grèce, mais en leur donnant du temps en raison des « circonstances exceptionnelles ». Les exportations des seize pays de la zone euro en direction de pays non membres de la zone euro ont chuté de 24% à 99,2 milliards d'euros en février 2009. Les importations ont chuté de 21% à 101,2 milliards d'euros, a indiqué le bureau européen de la statistique Eurostat. Les importations américaines ont diminué de 30 % au cours du 1^{er} trimestre 2009 par rapport à l'an dernier.

Il est frappant de constater que la présente phase économique s'inscrit également dans un processus de reconfiguration des rapports de force entre les États. Une

spécificité de cette crise est d'avoir son épicentre au cœur du système capitaliste, c'est-à-dire les États-Unis. L'économie américaine a atteint son apogée entre 1945 et 1970, où jusqu'à 60 % de la production industrielle mondiale y était localisée, contre à peine plus de 20 % aujourd'hui, du fait de la concurrence des autres puissances. En effet, la présente situation n'est pas celle des années 1950 où une puissance économique peut se permettre de tirer l'économie mondiale. Depuis 40 ans, le capital américain s'est largement affaibli. En témoigne la diminution du dollar. Certes, il reste la monnaie mondiale de réserve, mais les États-Unis sont également la nation la plus endettée au monde, avec des déficits accumulés d'une ampleur massive. Le budget proposé par Barack Obama comporte un déficit correspondant à 12,3% du PIB, ce qui équivaut au double (en valeur relative) du déficit budgétaire le plus important jamais atteint auparavant (le budget « militaro-keynésien » de Reagan en 1983). Les États-Unis vivent à crédit depuis 1970, c'est-à-dire qu'ils dépensent plus que ce qu'ils produisent. Le déficit commercial est équilibré par des achats massifs de bons du trésor américains par les banques centrales et les détenteurs privés des autres pays, en particulier chinois.

Ainsi, depuis les années 1970, les États-Unis ont dû se reposer sur un partenaire qui se trouvait toujours être leur principal concurrent pour les industries de base et pour la productivité du travail. Dans les années 1970 ce rôle fut joué par l'Allemagne, dans les années 1980 par le Japon – pour qui les conséquences furent douloureuses. Aujourd'hui, la Chine joue ce rôle mais dans un rapport particulier. D'une part, le capitalisme chinois, reposant sur l'exploitation d'un réservoir de main-d'œuvre de centaines de millions de travailleurs, mais sans système boursier, financier, bancaire et fiscal structuré, expérimenté, est très particulier. D'autre part, il dispose d'une autonomie plus grande que ses prédécesseurs, étant constitué au sommet par la transformation des dirigeants de l'État en hommes d'affaires.

Il n'en reste pas moins que l'économie américaine joue toujours le rôle de locomotive pour le monde entier en concentrant la majorité des capitaux, et la Chine est largement dépendante du niveau d'activité américain. De ce point de vue-là, il existe un rapport de force entre la Chine et les États-Unis. Il y a encore quelques mois, était évoquée la possibilité de vente massive des bons du Trésor américains par la Chine. Non seulement cela conduirait à un krach boursier, mais ferait également apparaître le capital américain comme insolvable, mettant en péril l'ordre mondial reposant sur sa domination. Or, il n'est pas aisé pour l'État chinois de prendre une telle responsabilité, dont les conséquences seraient douloureuses également pour lui – les exportations chinoises s'effondreraient. En l'occurrence, la Chine résiste à la crise. Le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), publié mardi 31 mars, souligne que, « *depuis le début de 2009, certains signes donnent à penser que le pire a peut-être été atteint et que la reprise est en vue* » en Chine, pour qui la croissance pourrait approcher 8 % en 2009.

Il se trouve que les principaux créanciers des États-Unis sont chinois (la Chine est le plus gros client devant le Japon, la Corée du Sud, l'Arabie saoudite, Abou Dhabi, l'Inde, la Norvège...) mais elle fait partie des rares acheteurs probables à l'avenir. En mars 2009, le Premier ministre chinois Wen Jiabao, exprimait son inquiétude sur la viabilité du dollar : « *Nous avons prêté un immense montant d'argent aux États-Unis... Pour être honnête je suis inquiet* ». Clairement, au cours des dernières décennies, le taux de change du dollar américain a beaucoup fluctué mais en suivant, globalement, une pente lentement déclinante. Un des principaux facteurs est l'explosion de la dette globale du gouvernement américain. Les États-Unis ont été capables d'équilibrer leurs bilans de deux grandes manières : en créant de la monnaie

et en vendant des bons du Trésor, en premier lieu à d'autres gouvernements (les « fonds souverains »).

Au cours des dernières années, le gouvernement américain a accepté la sous-évaluation du yuan, pour convaincre en échange le gouvernement chinois d'investir en bons du Trésor américain. Récemment, les rapports sont allés en se dégradant. En janvier la Chine a interrompu ses achats de bons du Trésor américains, puis les a repris fin mars mais en plus petite quantité, en échange du renoncement de Washington à porter la question de la sous-évaluation du yuan dans les instances internationales. En mars, le Premier ministre et le gouverneur de la Banque centrale chinoise, Zhou Xiaochuan plaident publiquement pour que le dollar ne soit plus la monnaie de réserve et que ce rôle échoit à une monnaie non-nationale émise par une institution internationale. En avril, les autorités chinoises annoncent que, du fait de la crise aux États-Unis, les échanges sino-américains ont baissé de 6,8 % en un an, tandis que les investissements US en Chine ont chuté de 19,4 %. Le 24 avril, la Banque centrale chinoise indique avoir quasi-doublé ses réserves en or. Elle détient 1 054 tonnes du précieux métal, ce qui la place au 5^e rang mondial en la matière, tandis que ses réserves en devises s'élèvent à 1 946 milliards de dollars, ce qui la place au 1^e rang mondial — dont la part exacte en dollar n'est pas connue. Le 26 avril, la délégation chinoise à la conférence annuelle du FMI et de la Banque mondiale intervient avec insistance pour accélérer le processus de réforme de ces institutions et limiter le droit de vote des États-Unis au profit des pays émergents. Le 13 mai, des parlementaires américains, soutenus par des syndicats, accusent la Chine de manipuler ses taux de change. Ils déposent une proposition de loi visant à modifier d'autorité le taux de change du dollar avec le yuan. Bien que le secrétaire au Trésor ait désapprouvé leur démarche, leur initiative apparaît comme une menace de l'administration Obama à l'égard de Pékin. Le 18 mai, la Chine et le Brésil déclarent renoncer au dollar pour leurs échanges bilatéraux. Pékin est devenu le premier partenaire commercial de Brasilia, avant Washington.

Il s'agit de la première action formelle du capital chinois pour remplacer le dollar comme monnaie de réserve internationale. S'il réussit, le dollar va dégringoler, le prix des importations va massivement augmenter et les emplois en souffriront massivement, les conséquences risquent d'être douloureuses pour les États-Unis s'ils perdent leur statut de monnaie de réserve. C'est la raison pour laquelle ils ont riposté et, en juin, Ron Kirk, représentant américain au commerce, a accusé la Chine de pratiquer la préférence nationale dans la destination de ses matières premières industrielles. Les États-Unis ont engagé, en même temps que l'Union européenne, la première étape d'une plainte contre la Chine à l'OMC, pour protester contre des restrictions de Pékin à l'exportation de matières premières stratégiques. Pour la première fois depuis son accession à l'Organisation (en 2001), la Chine a ainsi perdu, en juillet dernier, son appel au sujet de ses pratiques visant à soutenir son industrie automobile : le marché était biaisé pour pousser les fabricants d'automobiles chinois à avoir recours à des fournisseurs locaux. Dernier exemple en date, le gouvernement a ordonné aux collectivités du pays de donner la priorité aux entreprises chinoises dans l'implémentation de son plan de relance de 586 milliards de dollars. Les fournisseurs étrangers ne doivent être sollicités que s'il n'existe pas de possibilité de trouver un fournisseur chinois équivalent. Cette nouvelle tentation protectionniste chinoise inquiète de plus en plus les partenaires de l'empire du Milieu, à un moment où la Chine représente l'un des rares débouchés pour leurs exportations.

Conclusion

La présente période constitue un tournant historique au sens où la crise que nous traversons est la crise la plus violente depuis 1929, avec une forte baisse de la production, accompagnée de faillites d'entreprise, d'un chômage croissant, et elle constitue un danger pour la survie même du capitalisme... Elle se distingue non seulement par son ampleur, mais également car elle a éclaté au cœur du capitalisme, et elle n'a rien de fortuit, au sens où elle a été nourrie par la période de croissance relativement longue qui l'a précédée. Les États ont eu pour réponse des plans de sauvetage massifs, les rapports de force internationaux ont été modifiés, et les travailleurs ont massivement souffert. La misère est à la fois cause et conséquence des crises et, depuis qu'il existe, le capitalisme est régulièrement frappé par des crises, de par son existence même. De la crise des tulipes en 1637 à la crise des *subprimes*, en passant par la crise de 1929, quelles que soient leurs spécificités, la classe des travailleurs en est la principale victime, à coups de hausses des prix des marchandises indispensables, de licenciements, de chômage... mesures rendues nécessaires au rétablissement du taux de profit. Par ailleurs, la plupart des aides aux banques ayant été accordées sans contrepartie, il est parfaitement possible que de tels phénomènes se reproduisent à l'avenir.

Pour mettre fin à l'instabilité chronique de l'économie mondiale, il ne s'agit pas de rétablir la moralité dans les conseils d'administration, ni de taxer les transactions financières, ce qui est aussi efficace qu'un pansement collé sur une jambe de bois, mais il s'agit d'interroger la propriété privée des moyens de production qui fait du profit le principal moteur de l'activité. Il est alors nécessaire de s'interroger sur la possibilité d'établir une économie fondée sur une propriété collective des moyens de production, de manière à ce que cette production soit déterminée par les travailleurs.

Références bibliographiques

- BLACKBURN Robin [2008], « The subprime crisis », *New Left Review* 50, mars-avril.
- FOSTER John B., MAGDOFF Fred [2008], « Financial implosion and stagnation: back to the real economy », *Monthly Review*, décembre.
- FOSTER John B., MAGDOFF Fred [2009], *The Great Financial Crisis: Causes and Consequences*, Monthly Review Press.
- HUSSON Michel [2008], *Un pur capitalisme*, Page deux.
- JOHSUA Isaac [2009], *La Grande crise du 21^e siècle*, La Découverte.
- KLIMAN Andrew [2008], « A crisis for the centre of the system », *International Socialism* 120, octobre.
- LÉNINE Vladimir I. [1916], *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Éditions sociales.
- LORDON Frédéric [2008], *Jusqu'à quand? Pour en finir avec les crises financières*, Raisons d'agir.
- MARX Karl [1867-1892], *Le Capital*, Éditions Sociales.
- MATTICK Paul [1979], *Crise et théories des crises*, Champ Libre.
- WADE Robert [2008], « Financial regime change? », *New Left Review* 53, septembre-octobre.